

Ste Geneviève Avant Tout

Madame, Monsieur,

La Municipalité s'est toujours attachée à préserver le cadre de vie à Sainte Geneviève notamment en défendant et en développant, dans tous les domaines, nos services publics de proximité, ces services du quotidien indispensables à la qualité de vie des Génovéfains.

Alors que des problématiques d'accès aux soins apparaissent ces dernières années dans toutes les communes de France : départ en retraite de nombreux médecins généralistes qui ne trouvent pas de remplaçants, rationalisation des moyens en milieu hospitalier, saturation des services d'urgences, manque de professionnels dans

certaines spécialités... les élus de Sainte Geneviève Avant Tout ne baissent pas les bras et se battent pour améliorer l'accès aux soins des habitants dans notre ville.

C'est dans cet objectif que nous travaillons, depuis plusieurs mois, avec l'Agence Régionale de Santé, pour obtenir l'installation prochaine d'un centre de consultations des soins urgents à Sainte Geneviève qui serait en capacité d'accueillir un service d'urgence, un service de radiologie et un cabinet médical de garde pour préserver la médecine de ville. Et pourquoi pas demain, un établissement de santé sur le site de Perray Vaucluse.

C'est également dans l'objectif de garantir l'accès aux

soins pour tous les Génovéfains que nous avons lancé, il y a quelques mois maintenant, un partenariat avec une complémentaire santé qui propose aux Génovéfains une complémentaire santé à des tarifs jusqu'à 30% moins élevés.

Dans les prochaines semaines, vous pourrez compter sur notre engagement et notre détermination pour poursuivre ce combat si essentiel à la vie de nos concitoyens et avancer pour concrétiser nos projets pour développer et renforcer l'offre de soins dans notre ville.

Pour Sainte Geneviève Avant Tout
Jacqueline DIARD, 1^{ère} adjointe au Maire.

Sainte-Geneviève pour TOUS, pluraliste et constructif

"Gouverner, c'est prévoir". Cet adage devrait guider l'action de l'Etat comme de toute collectivité locale. Et pourtant... Quand on subit tous les jours la vétusté du réseau Transilien, c'est la conséquence de décennies de sous-investissement. Quand on ne trouve pas de rendez-vous d'ophtalmologiste, d'orthophoniste ou tout simplement de généraliste, c'est à la fois la conséquence du numerus clausus mais aussi du défaut de prévision sur l'offre de soin. Quand l'Etat a réduit les effectifs de la police nationale sous le quinquennat Sarkozy, c'est la sécurité du quotidien qui en pâtit encore. Ces trois exemples montrent que ces effets pervers sont durables et qu'il faut ensuite des années voire des décennies pour redresser la barre. Or pendant ce temps, ce sont les élus locaux qui sont en première ligne face aux légitimes questions des administrés : repenser l'offre de santé de proximité, assurer des services périscolaires pour des parents qui passent plus de temps dans les transports, défendre l'autonomie de gestion de la ville face à l'Etat qui décide unilatéralement de réquisitionner

un gymnase pour accueillir des migrants. Sur le principe, nous sommes d'accord pour que la France et notre ville prenne sa part légitime de l'aide aux réfugiés, mais pas à la place de l'Etat ou de la ville de Paris !

Un autre exemple très concret : dans l'affaire des prêts toxiques souscrits en 2007 avec Dexia à taux variables indexés sur le Franc suisse, il restait en 2018 encore 7,3 millions d'€ de capital restant dû et 6,1 millions d'€ d'arriérés d'intérêts variables que la ville a été condamnée à rembourser. Sachant que le prêt à taux variable n'arrivera à échéance qu'en 2032, il était urgent de négocier un plan de sortie pour sécuriser la fin de ce prêt sur un taux fixe de 2,20 %. Le prix est élevé car il faudra que la ville paye plus de 7 millions d'€ d'indemnité de sortie anticipée, le tout rééchelonné jusqu'en 2036. On mesure toute la responsabilité qu'un acte de gestion financière fait peser sur la ville pendant près de 30 ans...

Pour ma part, j'ai toujours dénoncé l'attitude de DEXIA mais aussi de l'Etat à l'époque sur les emprunts toxiques et je continuerai à le faire. Indiscutablement la souscription des ces prêts à taux variable en 2007 s'est révélée être une erreur : c'est d'ailleurs la cause principale de la hausse des impôts locaux de notre ville. Pour autant, j'ai choisi avec ma collègue Sophie Godar de voter pour le plan de sortie proposé par le Maire pour renégocier le prêt avec un taux fixe et donc sécuriser jusqu'en 2036 la dette de la ville. Ce n'est pas fermer les yeux sur le passé mais, en toute transparence, continuer à s'engager sur un dossier d'intérêt général et soutenir une décision que nous estimons bonne et prudente pour la ville. Pour le même motif, mes collègues Marie-Noëlle Rolly et Yassin Lamaoui ont accepté de ne pas voter contre et se sont abstenus. "Gouverner, c'est prévoir".

Jean POUCH, avec Sophie GODAR, Marie-Noëlle ROLLY et Yassin LAMAQUI (www.sgpourtous.fr)

Sainte Geneviève Bleu Marine

Humanistes de tous poils et électeurs de Macron, réjouissez-vous ! Les migrants sont arrivés dans notre ville ! Depuis début mai, 106 migrants sont hébergés au Green Hotel de la Croix-Blanche. Et ce, au moins jusqu'à la fin de l'année.

Plus près de chez vous, une centaine squatte le gymnase Maxime-Négre à côté de l'école primaire Jean-Macé, depuis début juin et pour une période de 15 jours. Enfin, selon les dires de la préfecture...

Pour ceux qui seraient frustrés par leur faible nombre et leur court séjour, pas d'inquiétude ! En effet, sans compter les nouveaux arrivants, les nouveaux dirigeants italiens ont décidé de bouter hors de leur pays les quelque 500 000 clandestins qui y séjournent. Où vont bien pouvoir aller ces pauvres bougres ?

Retourner chez eux ? Quand on connaît le coût de la traversée, pas sûr...

Aller en Allemagne : Mme Merkel a senti électoralement le vent du boulet...

En Angleterre ? Brexit...

En Espagne ? Pas sûr que les prestations sociales soient à la hauteur...

Ailleurs en Europe ? Les pays d'Europe centrale ont opposé leur véto et sont en conflit avec Bruxelles sur ce sujet...

Alors, selon vous, où pourraient-ils bien aller ?

Tout ce qu'on peut dire est qu'il reste chez nous encore beaucoup de gymnases et autres bâtiments publics à réquisitionner.

Hollande a eu son Lassana Bathily, Macron aura son Mamoudou Gassama, tous deux régularisés, intronisés

"héros" au pas de charge par le clientélisme politico-médiatique, trop heureux de trouver là des prétextes providentiels et des messages subliminaux nous vantant les bienfaits de l'immigration de masse.

Quelle que soit la crédibilité de ces belles histoires, dont on n'a même pas pris la peine de jauger le degré de véracité avant de les surinstrumentaliser, elles n'occultent en rien les nombreux problèmes posés par la folie migratoire.

Et quelles que soient la nationalité et l'origine d'un être humain, la grandeur de son geste ne sacralise en rien la communauté dont il est issu.

Gaël Fouilleul - Suzanne Petit - José Pinto Cordeiro

Place au peuple de Sainte Geneviève

Coupables ?

Il est de bon ton de remettre en question les aides sociales, donc de renvoyer à la responsabilité individuelle un état de pauvreté causé par le système d'accumulation de la richesse.

La France est le pays du monde qui a le plus gâté ses actionnaires, alors que l'aide sociale ne représente qu'autour de 1% du PIB, ce qui est ridicule rapporté à toutes les autres formes d'aide.

Il est de bon ton d'affirmer qu'apporter de l'aide serait encourager les gens démunis à rester dans la pauvreté. Cela justifie qu'il n'y ait plus de politique en direction de ceux qui sont le plus en difficultés: plus de politique de la ville, plus de politique de rattrapage pour lutter contre les discriminations. On commande un rapport, il en ressort un plan, le plan Borloo, et celui ci finit...à la poubelle.

Au niveau local, devrait-on suivre la même pente, c'est à dire augmenter régulièrement de 1% chaque année, la part que les gens consacrent à leur propre loisirs? L'intéressant dispositif Génosport, école multi sports, destiné aux enfants des écoles en zone d'éducation prioritaire, du CP au CE2, doit-il subir une augmentation de 1% des droits d'adhésion pour la prochaine saison? Non.

De fil en aiguille, c'est la notion de solidarité qui est attaquée. A chacun de se payer sa santé, son école, son chômage, (dont il n'est pas responsable), sa retraite...Devons nous augmenter, même de façon minimale, les droits d'adhésion aux cours de gymnastique senior quand les pensions de retraites viennent d'être amputées de la CSG? Non.

D'ailleurs, amputées pourquoi? Compenser la disparition des cotisations patronales et exercer une solidarité intergéné-

rationnelle déjà largement pratiquée, quotidiennement, le mieux possible, envers les enfants: aide financière directe, garde des petits enfants?

Le gouvernement nous sert un discours de solidarité à géométrie variable, au service d'une minorité de favorisés.

On demande à beaucoup de se priver, pour payer, en fait, les cadeaux que l'on fait aux quelques plus riches: 10 milliards d'euros. Quant à ceux qui sont en difficulté, coupables de s'être mis dans cette situation, qu'ils s'en sortent tout seuls!

Parce que la précarité ne relève pas de la responsabilité personnelle, nous défendons une véritable solidarité sociale.

Groupe Place au Peuple de Sainte Geneviève des Bois
papsgdbcm91@gmail.com